

Stratégies de survie en zone de conservation et traditions alimentaires autour de la Réserve de Biosphère de Yangambi

Mokuinema Bomfie Edmond
Professeur ordinaire au Département de Sociologie
Université de Kisangani (RDC)

1. Contexte de l'étude

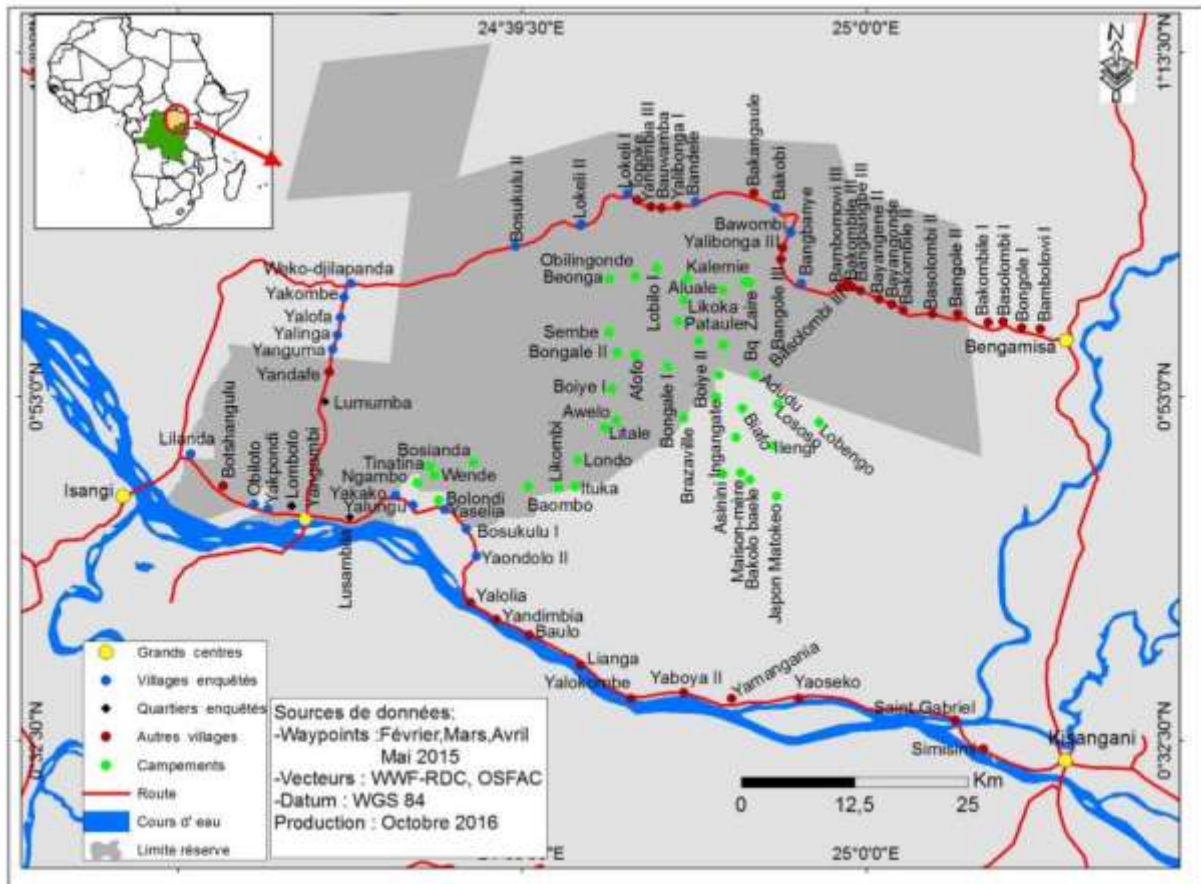
Face aux Aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA et aux cibles des 17 Objectifs du développement durable, il nous paraît intéressant d'identifier, à travers cette étude, les stratégies de résilience des communautés locales riveraines de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RBY) en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire et de rompre ainsi avec un des goulots d'étranglement du sous-développement rural aux prises avec les impératifs de la conservation.

En effet, plusieurs Organisations Non Gouvernementales et missions de recherche (MAB, PRAPO, WWF, INERA, etc.) s'activent dans la réserve. Mais c'est dans le cadre du Projet FORETS (Formation, Recherche et Environnement dans la Tshopo) et du CIFOR, que nous remercions pour leur soutien logistique, que nous menons cette étude sur la modification des traditions alimentaires des populations riveraines de la RBY qui engagent de nouvelles logiques de survie inaccoutumées. Ces nouvelles stratégies de survie ne garantissent pas forcément la sécurité alimentaire des concernés. Il reste également à établir leur durabilité écologique.

En effet, les zones de conservation sont en réalité des écosystèmes naturels dont les services rendus au maintien en vie des hommes ne se discutent plus. C'est pourquoi de plus en plus les chercheurs en environnement recourent au concept *ecosystem services* (services écosystémiques).

Pour le cas qui concerne cette étude, il s'agit des traditions alimentaires, comme fait central de tout système social archaïque ou moderne, urbain ou rural, qui, entrent en rude épreuve face aux impératifs de conservation allant de l'abandon des préférences alimentaires aux résistances culturelles en passant par l'insertion de nouvelles habitudes alimentaires.

C'est la situation à laquelle font face les populations riveraines de la RBY dans la Province de la Tshopo en République Démocratique du Congo en général; et celles autour de la cité de Yangambi en particulier. La présente étude a été menée principalement dans les villages de Yapkondi, Yakoko et Yaselia où nous avons procédé à des focus group sur leurs habitudes alimentaires, sur des restrictions de conservation qui entament leurs préférences alimentaires et sur les modalités de résilience en termes de nouvelles stratégies de survie alimentaire. Ces villages ont été choisis en raison de leur très grande proximité de la réserve où ils tirent l'essentiel de leurs aliments.



Source: Projet FORETS, 2019

2. Méthodologie

Dans chaque village, nous avons animé 3 focus group chacun avec dix participants composés des hommes adultes, des femmes et des jeunes engagés dans des activités de prélèvement des ressources dans la réserve (pêche, chasse, ramassage, agriculture, bois). Ces focus group ont été suivis par des interviews de groupe (chasseurs, mères au foyer, pêcheurs, exploitants artisanaux, jeunes du village). L'observation directe désengagée n'en était pas du reste pour toute recherche en sociologie.

Au plan théorique, nous avons considéré dans une perspective socio-historique deux paradigmes dominants sur les problèmes de consommation alimentaire, notamment d'une part sur les aspects nutritionnels (le choix des aliments, les pratiques alimentaires, les substitutions alimentaires) et leurs effets sur la santé et d'autre part sur les aspects socioéconomiques de la consommation (impact du revenu, les stratégies de résilience, les politiques alimentaires).

L'objectif principal de la présente étude est d'identifier les nouvelles stratégies de résilience alimentaire adoptées par les populations riveraines de la RBY afin de contourner les restrictions de prélèvement de ressources alimentaires pour cause de la conservation. Ensuite faudrait-il indiquer comment ces nouvelles logiques de résilience leur assurent-elles durablement la sécurité alimentaire. Enfin il s'agit aussi d'identifier la politique alimentaire mise en route par l'Etat en vue d'appuyer les populations riveraines de la RBY.

3. La notion d'*Ecosystem services*

Le concept *Ecosystem services* fait allusion aux multiples services que les écosystèmes rendent à l'homme. Comme le soulignent Lampardova, Scheneider et al., « *Ecosystem services are the services and estates provided by landscape, which are beneficial for humans* » (p.17). Ces services peuvent être groupés en:

- Services d'approvisionnement: nourriture (poisson, viande, PFNL), eau fraîche, bois, bioénergie, pharmacopée, etc.
- Services de régulation: régulation du climat, contrôle des érosions, contrôle de pollution, etc.
- Services culturels: tourisme, récréation, valeurs spirituelles, initiation traditionnelle, lieux de culte, valeurs esthétiques (paysage, contemplation), etc.

C'est autant dire que non seulement l'environnement (les écosystèmes) a une valeur économique, mais aussi sociale, culturelle, esthétique, etc. « En effet, mieux vaut savoir à quoi ressemble la forêt avant d'étudier chaque arbre un par un » (Tientenberg et Lewis 2013, p.23). Il va sans dire qu'il s'agit pour les études de ce genre, commencer par observer les relations réciproques entretenues entre l'homme et son environnement comme un système biosocial vivant.

De cette relation circulaire, l'environnement peut être à la fois un actif et un passif. Comme actif, l'environnement (avec ses différents écosystèmes) est considéré comme un fournisseur d'un ensemble de services qui permettent à l'homme de vivre. Le passif n'est peut être que le risque de perte de valeur des écosystèmes après le prélèvement et/ou la transformation des matières premières. Pourtant au plan culturel, les pertes et la dénaturation des écosystèmes peuvent être irréversibles pour la chaîne de valeur culturelle. La reproduction signifie à ce niveau l'artefice qui ne vaut plus l'original.

Pour éviter ces pertes, il faut mettre en place une gestion rationnelle des ressources naturelles des écosystèmes ruraux.

Survivre ...pour se nourrir en milieu rural

Les milieux ruraux sont caractérisés par l'extrême pauvreté au point que toutes les initiatives gouvernementales, politiques et internationales pour endiguer la situation n'atteignent quasiment pas les concernés étant donné que les technocrates de l'aménagement du territoire les identifient à un espace résiduel de l'espace urbain. Ce réductionnisme du rural à l'urbain laisse croire ainsi que le milieu rural devait suivre le même développement moderniste et industrialiste que le milieu urbain (Bodiguel).

Par ailleurs, l'équation entre vivre et survivre en milieu rural se trouve renversée. Loin de se nourrir pour survivre, dans le milieu sous étude, il faut survivre pour se nourrir. L'approvisionnement en denrées alimentaires est un exercice qui sort du commun de mortel eu égard au coût, à la pénurie, à la distance et au temps consacrés pour l'accès aux ressources alimentaires.

Pourtant, l'alimentation et la santé sont des besoins essentiels de tout être humain en général, et de tous les ruraux en particulier; mais « malheureusement les stratégies de survie et de sécurité alimentaire à court terme, ont, parfois, des répercussions négatives sur l'environnement et compromettent toute forme de développement à moyen ou long terme» (CODESRIA et CLACSO, 2001, p.vi).

Telle est la situation de la plupart de zones de conservation qui subissent des programmes de sensibilisation à la conservation des ressources naturelles dont la Réserve de Biosphère de Yangambi en République Démocratique du Congo.

C'est pourquoi nos préoccupations de recherche se présentent comme suit:

- Comment s'organisent les populations riveraines de la RBY (des villages Yakondji, Yasilia et Yakako) pour construire de nouvelles stratégies de résilience alimentaire afin de contourner les restrictions de prélèvement de ressources alimentaires pour cause de la conservation?
- Ces nouvelles stratégies leur assurent-elles durablement la sécurité alimentaire?
- Existe-t-il des politiques pour appuyer les stratégies de résilience mises en route par et pour les populations des villages sous étude ?

La sécurité alimentaire quid ?

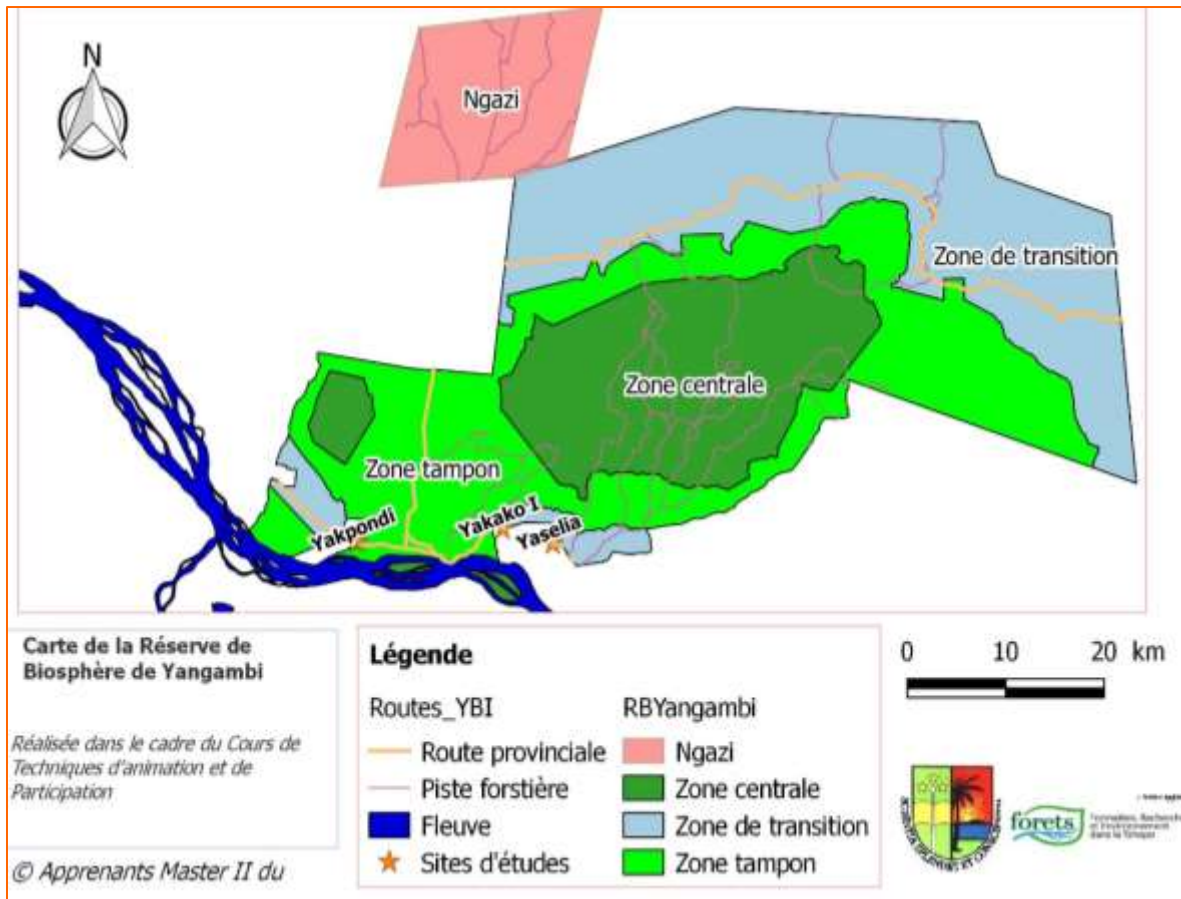
La stratégie alimentaire est définie comme un ensemble cohérent de décisions qui visent un objectif de production alimentaire afin de résoudre les problèmes. La politique alimentaire est l'ensemble de mesures structurelles, fiscales et financières prises pour réaliser la stratégie alimentaire (Bassolet, in CODESRIA et CLACSO, pp.1-2). La différence est nettement mise en vedette dès lors que la stratégie alimentaire peut relever des mécanismes mis en place par les populations elles-mêmes en vue de résoudre la situation de vulnérabilité alimentaire dont elles sont victimes; pourtant la politique alimentaire fait référence à des mesures prises par le haut, par l'Etat en vue d'assurer la réalisation des stratégies mises en place par les populations elles-mêmes ou par leurs partenaires.

Dans la présente recherche, il est ainsi question aussi bien d'analyser le système de reproduction sociale de la sécurité alimentaire que d'identifier les politiques mises en place pour appuyer les stratégies alimentaires des populations riveraines de la RBY (villages Yakondji, Yasilia et YAkako) aux prises avec les exigences de la conservation.

4. Les principaux résultats

4.1. Les stratégies alimentaires alternatives

Sur la carte suivante, nous pouvons constater la proximité de la RBY avec les trois villages sous étude, notamment Yaselia, Yakako et Yapkondi, sans ignorer le fleuve Congo qui également leur fournit une part importante de nourriture. Cette proximité fait de la réserve non seulement un habitat naturel pour les riverains mais aussi une source de revenu suite aux activités exercées (chasse, pêche, agriculture, bois, ramassage).



Source: Projet FORETS, 2019

Liste des espèces en disparition

Pour raison de conservation, quelles sont les espèces de viande de brousse traditionnellement prélevées dans la forêt de la réserve et consommées dans votre milieu et qui sont interdites actuellement suite au risque de disparition?

Tableau 1: Espèces autrefois prélevées mais interdites aujourd'hui

N°	Noms vernaculaires (en Turumbu)	Noms français	Noms scientifiques
1	Tembo (Nzoku)	Eléphant	<i>Loxodonta africana</i>
2	Mokomboso (Sokomutu)	Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>
3	Boma	Python	<i>Python sebae</i>
4	Angile	Tortue	<i>Kinixys belliana</i>
5	Ngombe ya zamba	Buffle	<i>Syncerus caffer</i>
6	Pangolin	Pangolin	<i>Manis tetradactyla</i>
7	Nkoy	Léopard	<i>Panthera pardus</i>
8	Kosi	Lion	<i>Panthera leo</i>
9	Libongo	xxx	xxx
10	Esende	Ecureuil	<i>Finiciurus sp</i>
11	Ngubu	Hippopotame	<i>Hippopotamus amphibius</i>
12	Nguruwe	Sombo	<i>Potamochoerus porcus</i>
13	Okapi	Okapi	<i>Okapia johnstoni</i>

La lecture du tableau 1 indique que les populations des trois localités en examen ont des connaissances des aliments autrefois consommés mais qui sont à ce jour objet de restriction pour cause de conservation.

Ces espèces étaient une source de protéines animales pour les communautés riveraines contraintes de gré (par sensibilisation) ou de force (sanctions policières des récalcitrants) à se soumettre aux impératifs de conservation.

Mais dans l'entretemps quelles logiques inventent-elles pour récupérer la perte de protéines animales? Les réponses des enquêtés indiquent qu'ils recourent à des sources alternatives de protéines, notamment en consommant la viande des espèces qui autrefois ne faisaient pas partie de leur répertoire alimentaire.

Tableau 2: Listes des quelques substitutions alimentaires

N°	Noms vernaculaires (Turumbu)	Noms français	Noms scientifiques
1	Pusi	Chat	<i>Felis catus</i>
2	Mbwa	Chien	<i>Canis familiaris</i>
3	Sipepele	Calabaria (2 têtes)	<i>Calabaria sp</i>
4	Kokombe	Corbeaux	<i>Corvus albus</i>
5	Hibou	Hibou	<i>Tyto alba</i>

Dans cette entreprise alternative, apparaît la levée presque inconditionnée des tabous traditionnels liés au Genre. La liste des alternatives alimentaires se trouve ainsi plus allongée chez les femmes que chez les hommes dans les villages concernés. En effet, les femmes consomment à présent la viande des espèces autrefois réservées uniquement aux hommes ou encore leur interdites de consommer pendant la grossesse.

Tableau 3: Liste des alternatives alimentaires pour les femmes

N°	Noms vernaculaires (Turumbu)	Noms français	Noms scientifiques
1	Pusi	Chat	<i>Felis catus</i>
2	Mbwa	Chien	<i>Canis familiaris</i>
3	Boma	Python	<i>Python sebae</i>
4	Angile	Tortue	<i>Kinixys belliana</i>
5	Kokombe	Corbeaux	<i>Corvus albus</i>

6	Sipepele	Calabaria (2 têtes)	<i>Calabaria sp</i>
7	Libobi	Civette	<i>Civecttitis civeta</i>
8	Alela	Civette palmiste africaine	<i>Nandinia binotata</i>
9	Bolende	Anomalure	<i>Anomaluris sp</i>
10	Bosela	Chauves-souris	xxx
11	Hibou	Hibou	<i>Tyto alba</i>
12	Serpent vert	Serpent	xxx

Outre la viande de brousse prélevée de la réserve, d'autres sources d'aliments ont été signalées par les participants en vue de compléter leur régime alimentaire. Il s'agit notamment de poissons (pêchés au fleuve Congo ou dans les cours d'eau de la RBY), des PFNLs (chenilles, escargots, feuilles, larves et écorces servant d'épices) récoltés dans la réserve. Ce qui précède renforce la conviction que les « *PFNLs alimentaires d'origine végétale font partie des principaux PFNLs non seulement en RDC mais aussi toute l'Afrique centrale. Ils sont consommés comme aliment de base ou plat principal, aliment d'appoint, liant, condiments ou aromates, excitants ou aphrodisiaques... Les PFNLs d'origine animale ne sont pas en reste, ils sont utilisés à des différentes fins: métaphysique et rituelle, thérapeutique, alimentaire, lucrative, aphrodisiaque, etc.* » (Muyambo, Kimoni et Furaha, 2017, p.2).

4.2.La durabilité des résiliences

La crise de l'environnement met en péril non seulement les espèces naturelles mais aussi l'homme qui y tire l'essentiel vital. « *La destruction des forêts va de pair avec la destruction des peuples qui les habitent et des ressources en flore et en faune qu'elles abritent. A travers ce constat, il devient évident que tout projet forestier est voué à l'échec sans la participation active des populations, car les arbres sont au cœur de leurs économies* » (Mhlanga et al., p.1). Il en va de la durabilité et des hommes et des forêts.

En effet, comme signalé au début de cette étude, notre préoccupation est également d'évaluer la durabilité des stratégies de résilience adoptées par les populations riveraines à la RBY. A ce niveau, les résultats de notre enquête indiquent que les populations riveraines de la RBY ont adopté les activités alternatives à la chasse suivantes:

Tableau 4: Activités alternatives à la chasse

N°	Activités	Hommes	Femmes	Total
1	Agriculture	10	5	15
2	Pêche	15	20	35
	Elevage	10	5	15
	Pisciculture	15	8	23
	Artisanat	15	2	17
	Total	65	25	90

Comme l'on peut s'en rendre compte sur le tableau 4, la pêche (35%) suivie de la pisciculture (23%) et de l'artisanat (17%) rafle un grand nombre d'intentions d'activités pour les villageois sous étude. L'élevage ex aequo avec l'agriculture (15% chacun) clôture la chaîne d'intentions des acteurs ruraux.

Il apparaît clairement que la durabilité des écosystèmes autour de la RBY reste vulnérable étant donné que la pêche et l'artisanat pris ensemble (soit 52%) représentent une demande toujours accrue de prélèvement des ressources (halieutiques et PFNLs) dans les cours d'eau et forêts de et autour de la réserve.

En effet, tout comme la chasse, la pêche repose sur des ressources fragiles et épuisables. Il en est de même pour l'artisanat qui recourt à l'utilisation à la fois du bois et des PFNLs (lianes, tiges, plumes, peaux et dents d'animaux, etc.). La vulnérabilité devient ainsi circulaire entre la chasse interdite et les alternatives adoptées par les communautés locales.

A ce sujet, Muyambo, Kimoni et Furaha (p.3) distinguent deux types de stratégies: les stratégies d'assurance et celles d'adaptation. Alors que les stratégies d'assurance sont adoptées en prévision d'événements indésirables (des précautions prises); les stratégies d'adaptation sont celles prises en réponse à des événements indésirables.

Dans cette étude, le recours à la pêche, à l'élevage, à la pisciculture et à l'artisanat font partie de stratégies d'adaptation à l'interdiction de viande de brousse pour fins de conservation. Cependant; les villages sous étude n'ont pas manqué de prendre des dispositions en termes de précautions ou de prévision. A ce sujet, les enquêtés citent ce qui suit:

Tableau 5 : Les précautions complémentaires pour la résilience

N°	Activités prévues	Objectifs écologiques visés
1	Contrôle usage arme à feu	Réduire la surchasse en limitant le nombre et l'âge des chasseurs
2	Respect fermeture de la chasse	Favoriser la reproduction animale, contre l'extinction des espèces
3	Planning familial	Réduire la surpopulation des ménages et la pression anthropique sur l'environnement
4	AGR	Diversifier les sources de revenu autres que la chasse dans la réserve
5	Trier les techniques de capture de gibiers	Encourager une capture sélective de gibier autour de la réserve

Il va sans dire que le choix des stratégies et précautions de résilience démontre à quel point nos enquêtés prennent conscience de la mise en place d'un plan simple de gestion des ressources naturelles de la RBY en général et de la viande de brousse en particulier. Ce comportement est sans nul doute dû à des multiples activités de sensibilisation et de vulgarisation à la conservation réalisées par les ONG dont le Projet FORETS d'une part; mais aussi à quelque niveau au consentement libre des populations locales afin d'assurer leurs objectifs nutritionnels. Ce consentement les oblige à rompre avec leurs traditions et tabous alimentaires pour en adopter d'autres au profit de la conservation de la biodiversité avec l'appui des divers acteurs.

4.3. Les politiques alimentaires

L'adoption de nouvelles logiques d'accès exige aux acteurs locaux de fédérer les efforts avec ceux des acteurs extérieurs dont l'Etat et les ONG de conservation et du développement durable. C'est surtout l'Etat, parce qu'il lui revient le rôle primordial de leadership et prendre des instruments de loi au bénéfice non seulement des communautés mais surtout pour la pérennité des paradigmes alternatifs.

A Yapkondi, Yaselia et Yakako, les enquêtés sont unanimes et reconnaissent les actions menées et encours d'exécution par les ONG en vue d'appuyer la modification de leurs traditions alimentaires au profit de la conservation à la RBY. Il s'agit notamment du Projet FORETS, de WWF, de MAB, etc. Mais pour l'Etat congolais, hormis la distribution des semences de maïs et manioc déjà estompée par le projet de relance agricole en Province Orientale (PRAPO), les communautés riveraines de la RBY sont abandonnées à leur triste sort.

Il est donc illusoire que de parler de l'existence d'une politique alimentaire dans ces conditions. Cet état des choses met en péril les initiatives locales prises par les communautés à la base.

5. Discussion

Les résultats de cette étude présentent des similitudes, à quelques égards, avec ceux des études menées en RDC et ailleurs.

Concernant la vulnérabilité des alternatives de résilience mises en place par les communautés locales des trois villages, plusieurs auteurs vont dans le même sens, notamment Muyambo, Kimoni et Furaha (2017, p.3) lorsqu'ils indiquent que « les PFNLs n'améliorent pas significativement les conditions de vie socio-économiques des populations rurales bien qu'ils soient au cœur de leurs stratégies de subsistance ».

Par ailleurs l'importance des stratégies de résilience mises en place par les communautés locales des trois villages sous examen redonne de l'intérêt pour la notion des savoirs locaux pour le développement social d'un environnement. Notre préoccupation rejoint ainsi les travaux de P.G.Nakoulima (p.1).

Dans une étude similaire menée en Haïti, Merceron et Nelkouni nous anticipent en notant qu'il est intéressant de reconstituer des villes et des villages écologiques dont la conception prend en compte à la fois les principes de développement durable et des principes traditionnels des premiers occupants d'un écosystème. Il faut inventer « *des modes de vie traditionnels en étroite relation avec l'environnement naturel seraient accompagnées d'une recherche d'alternatives qui promeuvent des valeurs sociales, communautaires et une justice économique (...) à contribuer au développement social et à la réduction de l'empreinte écologique* » (p.45).

Conclusion

Au terme de cette étude, il apparaît clairement que les communautés villageoises de Yaselia, Yakako et Yapkondji ont consenti de modifier leurs traditions alimentaires pour contourner les restrictions imposées par la nécessité de conservation dans la Réserve de Biosphère de Yangambi en RDC.

Pourtant les alternatives alimentaires adoptées ne garantissent guère la conservation des autres espèces ou ressources qui seront également très sollicitées alors qu'elles sont aussi limitées et fragiles comme les espèces protégées. Leur demande excessive va augmenter des pertes et les déséquilibres de cet écosystème.

Les politiques alimentaires en appui aux résiliences paysannes faisant défaut, il convient aux ONG et aux projets en cours dans le milieu tel que le Projet FORETS de mettre en place un programme d'appui aux alternatives alimentaires par l'encouragement à d'autres activités génératrices de revenu autres que la pêche et l'artisanat en vue de pérenniser les initiatives natives des villageois riverains de la RBY.

Références bibliographiques

- CODESRIA et CLACSO, 2001, *Les stratégies de survie et la sécurité alimentaire en milieu rural africain et latino-américain*, CODESRIA, Dakar.
- Tietenberg, T. et Lewis, L., 2013, *Economie de l'environnement et développement durable*, 6^e éd., Nouveaux Horizons, Paris
- Lampartova, I., Scheneider, J. and collective, 2016, *Rivers in the cities*, Mendel University, Brno.
- Mhlanga, L. et al., 1993, *Des forêts et des hommes. Vers une gestion populaire du patrimoine commun*, ENDA, Dakar.
- Kyale et Maindo, M., 2017, *Pratiques Traditionnelles de Conservation de la Nature à l'épreuve des Faits Chez Les Peuples Riverains de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RDC)*, European Scientific Journal, vol.13
- Muyambo, M.-A., Kimoni Kicha et Furaha Acira, 2017, *Produits forestiers et stratégies de subsistance des ménages ruraux dans la région de Kisangani*, Tropenbos, Kisangani
- Merceron, T. et Yelkouni, M., « Savoirs traditionnels et gestion de l'environnement en Haïti », in *Revue francophone d'écologie industrielle*, n° 62, 2012, pp.41-46